CHRONIQUE DES LETTRES

Le duc de Lauzun ou la faillite de l'aventure

A lire certains romans, chargés d'événements et de rencontres singulières, on est porté à reprocher aux romanciers un goût de l'extraordinaire qui les induit à l'invraisemblance. Mais à lire certaines vies historiques, agitées par tant d'aventures, traversées par tant de hasards, brûlées partant de passions, on se prend à juger au contraire que les romanciers manquent d'imagination et que la nature s'entend mieux que l'art à créer des types exceptionnels d'humanité.

Je faisais cette réflexion en lisant l'excellente biographie (1) que le comte de Gontaut-Biron vient de consacrer à l'un de ceux qui ont porté avec le plus d'éclat le nom de sa famille, le duc de Lauzun (Lauzun était en effet le fils d'un duc de Gontaut et le neveu du maréchal de Biron, qui lui légua son nom et son duché). Biographie qui, heureusement, n'a rien de romancé : c'est, au contraire, un ouvrage un peu lourd, d'une extrême précision historique, trop chargé parfois de documents de famille, de détails diplomatiques et militaires. Mais ce défaut, dans un ouvrage de ce genre, est infiniment moins grave que la fantaisie d'un narrateur qui réinvente l'histoire en mêlant à son goût la fiction et la vérité. Et d'ailleurs, la destinée de Lauzun est tellement romanesque qu'il suffit de la raconter exactement pour intéresser, pour amuser et quelquefois pour émouvoir.

Comment résumer, dans les limites d'une chronique, une biographie à ce point chargée ? Né en 1747, fils d'un grand seigneur de la Cour et d'une des plus riches héritières de Paris ; neveu du maréchal de Biron, qui lui promettait l'héritage envié du commandement des gardes françaises ; neveu par alliance du duc de Choiseul, alors tout puissant, Armand-Louis de Lauzun, brave, intelligent et beau, sembla dès sa première jeunesse promis à la plus brillante carrière. Ayant perdu sa mère à sa naissance, il fut, tout enfant, le protégé de Mme de Pompadour et fut élevé, comme il le dit plus tard, « sur les genoux de la maîtresse du roi ». Cette éducation devait porter ses fruits : bien jeune encore, le « petit Lauzun » amusait la Cour par ses premières fredaines de cœur et ses premiers scandales. Mais Chérubin n'allait pas tarder à devenir Don Juan. S'étant laissé marier à dix-neuf ans à la délicieuse et timide Anne de Boufflers, qu'il n'aima jamais et dont il vécut presque toujours séparé, il courut à travers l'Europe une carrière de séducteur qui le rendit bientôt célèbre dans toutes les cours. Ses aventures sentimentales n'épuisaient pourtant pas sa débordante activité. Employé par la diplomatie secrète de Choiseul, il intrigue à Londres, à Varsovie, à Berlin. Officier de hussards, il fait la guerre avec une folle bravoure. Ne voit-on pas, lors de la campagne de Corse en 1769, ce jeune colonel de vingt ans charger l'ennemi en entraînant dans son galop une hardie amazone, sa conquête d'alors ? Cet épisode de bravoure et de galanterie mêlées, quelle belle image en couleur pour illustrer l'élégante et folle sarabande de l'Ancien Régime finissant !

A trente ans, Lauzun a consumé la flamme de plusieurs vies et dissipé une immense fortune. A demi ruiné, il redouble d'esprit aventureux pour se faire dans l'Etat une place à la mesure de son ambition. La France entre en guerre avec l'Angleterre : il rêve d'aller conquérir l'Inde, mais doit se contenter de donner à la France Saint-Louis du Sénégal. Puis, il suit Rochambeau et La Fayette en Amérique et se couvre de gloire à Yorktown, où il triomphe en combat singulier — dernier épisode de la guerre en dentelles ! — de l'un des plus hardis cavaliers de l'armée anglaise, le colonel Tarleton. Mais la Cour ne l'aime pas et le récompense mal de ses services. Alors, il passe dans l'opposition ; il est un des fidèles du duc de Chartres, ce cousin de Louis XVI dont la Révolution fera un régicide sous le nom de Philippe Egalité. Quand la Révolution éclate, il est prêt à l'accueillir : détaché de la monarchie, méprisant la Cour, il n'aime guère le roi, et encore moins la reine — peut-être parce qu'il lui en veut de l'avoir jadis en vain trop aimée !

Député de la noblesse aux Etats-Généraux, il prend son rôle au sérieux et collabore à la construction de la France nouvelle. Puis, quand la guerre éclate, loin de rejoindre les émigrés, il est du petit nombre des officiers du roi qui prennent du service dans les armées de la République. Il commande un corps en Belgique, puis une armée sur le Rhin ; puis il conquiert en quelques semaines le comté de Nice et, enfin, il reçoit l'ordre de la Convention d'aller pacifier la Vendée. Périlleuse mission, où il échoue, en grande partie à cause des intrigues de bas politiciens, et où il laisse sa tête. On l'accuse, de la façon la plus injuste, « d'avoir pris le masque du patriotisme pour tromper la nation », et on l'envoie à l'échaufaud le 31 décembre 1793.

***

Aussi impartial historien qu'il ait voulu être, M. de Gontaut-Biron fut visiblement guidé dans la composition de son ouvrage par un souci, sinon d'apologie, au moins de réhabilitation. C'est que le duc de Lauzun n'a pas toujours eu bonne presse devant l'Histoire. Sainte-Beuve asséna jadis sur sa mémoire un terrible Lundi, où il montre en lui le type de cette noblesse futile, intrigante et jouisseuse, qui entraîna, en la justifiant, la chute d'un régime dont elle n'avait su qu'abuser.

Et sans doute, M. de Gontaut-Biron a prouvé que cette image de Lauzun était injustement simplifiée. Le héros de roman se doublait en lui, non seulement d'un soldat courageux, mais d'un chef avisé, d'un administrateur prudent, d'un ami loyal, enfin, d'un citoyen très sincèrement soucieux du bien de l'Etat et d'un politique dont les vues souvent ne manquèrent pas de clairvoyance. Toutes ces réserves étant accordées, il reste qu'on éprouve devant cette curieuse et séduisante figure une certaine gêne, exactement celle que donne l'image de la fausse grandeur, de la fausse noblesse, du faux esprit. Et je ne pense pas seulement ici aux faiblesses morales de Lauzun, trop évidentes pour n'être pas condamnées. Je pense à la conception même que se faisait de la vie et de la dignité humaine ce mondain sceptique, ce grand seigneur ambitieux, ce séducteur de profession. Chose curieuse, cet homme, dont la destinée apparaît de loin si brillante, a vécu presque continuellement déçu, amer. Il quitta la vie avec un insolent dédain, qui semblait fait de dégoût plus encore que de courage. Et l'impression définitive que laisse le récit de sa vie est celle d'une magnifique force gaspillée, d'une aventure manquée pour n'avoir pas été conduite par un jugement assez solide ni inspirée par des sentiments assez désintéressés.

P.-Henri SIMON.

(1) Cte R. de Gontaut-Biron : *Le Duc de Lauzun*, 1747-1793. Préface du général Weygand. Plon 1937.

Le Congrès des combattants, à Merville

M. Eugène Félix remettant le drapeau à la section des jeunes de l'U.N.C. d'Auberchicourt (Ph. J. de Rx.)

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

L'assemblée générale

Au siège de l'U.N.C., rue du Pont-de-Pierres, se tint, à 11 h., l'assemblée générale que présida M. Eugène Félix, en remplacement de M. Jean Goy, président général de l'U.N.C., empêché.

M. Roupain, secrétaire général du G.D.N. présenta un rapport moral très chargé.

Après avoir rappelé le souvenir des morts de la guerre, il passa en revue les réalisations de son groupement et mit en relief le zèle déployé par M. Aimé Goudaert, vice-président général, président du G.D.N. Il souhaita que « la représentation du groupe départemental du Nord de l'U.N.C. au Conseil national fut faite proportionnellement au nombre des cotisants ».

L'orateur se félicita du rapprochement de l'U.N.C. et de l'Union fédérale et dit son espoir que ces deux grandes associations sauraient se mettre d'accord pour un idéal commun.

Puis il fit un appel pour la « Maison de l'U.N.C. » de Lille et demanda à l'assemblée un effort pour susciter la création de sections de jeunes.

M. Raudot, président général des jeunes, constata avec tristesse les menaces de guerre civile qui pèsent sur notre pays et préconisa le « rassemblement français » pour le sauvegarder.

« Jamais nous ne marcherons le poing tendu à la remorque de quelqu'un qui a dit : « On ne bâtit rien sur l'amour, mais sur la haine ».

» S'il y a une réforme à faire, c'est bien la restauration des forces spirituelles et morales. »

M. Aimé Goudaert remit des plaquettes d'honneur de l'U.N.C. à MM. Quille, Félix, Fontenaille et Sagon, et prononça un magistral discours dans lequel il exhorta les Français à se grouper dans le seul parti capable de les sauver : le parti de la France.

« Notre pays, divisé en deux blocs hostiles, dit-il, souffre d'une grande déficience morale, d'un malentendu social et d'un grand désordre économique ». Malgré cela, M. Goudaert croit au redressement de la France et il poursuit avec force : « Il n'est pas possible que la victoire des combattants ait préparé celle de Berlin ou de Moscou. Notre passé nous oblige à rester les gardiens vigilants de notre patrimoine moral. Nous ne voulons ni bolchevisme, ni fascisme. »

Après lui, c'est à M. Félix de parler de l'action de l'U.N.C. au quadruple point de vue social, moral, économique et civique. « Nous voulons, dit-il que la France vive dans l'ordre et la propreté ». Il fait appel à toutes les bonnes volontés et exprime sa foi dans les destinées de la France.

Le banquet

De frénétiques applaudissements saluèrent sa péroraison et, l'assemblée terminée, les personnalités se rendirent à l'hôtel de ville où elles furent reçues par M. Quille qui leur offrit un vin d'honneur.

Le banquet fraternel qui eut lieu ensuite dans la salle municipale des fêtes, rue Pétain, groupe plus de 700 convives.

M. Carles, préfet du Nord, s'étant fait excuser, c'est M. Bézagu, sous-préfet de Dunkerque, qui le préside. Il est entouré à la table d'honneur du général Leroy, commandant la 1re région ; du capitaine Bruno, officier d'ordonnance P.I ; de MM. Houbron, consul honoraire de Yougoslavie ; Matuzinski, consul général de Pologne ; Schouteeten, président de la Fédération des A.C. belges ; Mer Rémert, aumônier militaire ; M. l'abbé Marsl, curé-doyen de Merville ; M. le chanoine Allart ; MM. Félix Fontenaille, vice-président de l'Union fédérale ; Randot, de La Grange, des Rotours, Mabieu, sénateurs du Nord ; Becquart, Mirescaux, Parmentier, Pilchon, députés du Nord ; Wattine, conseiller général ; Hennion, conseiller d'arrondissement ; Aimé Goudaert ; Roupain, Kunty, trésorier de l'U.N.C. ; Cassel, du Comité des mutilés et victimes de la guerre ; Speybrock, de l'Association des mutilés et réformés ; Olivier, président de la Fédération des A.C. du Nord ; les délégués des groupements départementaux voisins, de l'Association des A.C. interalliés, les conseillers municipaux, M. Quille, maire de Merville et ses adjoints, etc...

La plus grande gaieté est de règle pendant le repas qu'anime un orchestre symphonique. Au champagne, de nombreux orateurs, longuement, définirent le but de l'U.N.C., exaltant son idéal et soulignèrent sa force.

Dans la soirée, des concerts furent donnés par la Fanfare des Trompettes devouës et l'Harmonie municipale de Merville, et un ballon l'« U.N.C. Merville » fut lancé en présence d'une grande affluence.

En Espagne

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

La prise du sanctuaire de la Vierge de la Cabeza par les gouvernementaux

Séville, 2 mai. — On a annoncé d'Andujar qui les troupes gouvernementales avaient occupé le sanctuaire de la Vierge de la Cabeza, dernier îlot nationaliste où étaient assiégées 1.200 personnes depuis le 18 juillet.

On se doutait bien depuis quelque temps que les trois cents gardes civils insurgés qui s'y étaient enfermés avec leurs familles, soit en tout 1.200 personnes, ne pouvaient plus résister, car ils ne recevaient plus de vivres par l'aviation insurgée. Au cours des dix dernières journées, une vingtaine de gardes avaient réussi à s'évader et à se présenter dans les rangs gouvernementaux. Samedi matin même, le commandant insurgé Nofuentès, accompagné de sa famille et de cinq gardes civils, s'est présenté aux officiers gouvernementaux.

La perte du croiseur nationaliste « Espana » a été causée par l'explosion d'une mine

Salamanque, 2 mai. — (D'un des envoyés spéciaux de l'Agence Havas) :

« L'état-major général de l'armée a publié une note relatant dans quelles circonstances le croiseur « Espana » a coulé dans la mer Cantabrique. Cette note dit notamment :

» Les radios rouges ont relaté des histoires de combats fantastiques et de bombardements aériens de nos bateaux dans la mer Cantabrique. La perte de l'« Espana » est due à un accident fortuit. Le croiseur a touché une des innombrables mines dérivantes mouillées par les nationaux eux-mêmes devant les ports rouges. L'accident s'est produit au moment où le croiseur poursuivant un navire de commerce anglais qui n'avait pas observé l'avis que l'« Espana » venait de lui transmettre

» L'évacuation de l'équipage du croiseur s'est faite dans un ordre parfait et on n'a vu à aucun moment le moindre navire ou avion rouge. »

Un renforcement de la neutralité américaine

Washington, 2 mai. — Le département d'Etat se prépare à renforcer la neutralité américaine dans le conflit espagnol. La nouvelle loi de neutralité que M. Roosevelt a signée samedi entrera en vigueur seulement le 1er juin, conformément à la proclamation présidentielle.

Cependant plusieurs clauses de la nouvelle loi entreront en vigueur immédiatement dans le cas particulier de la guerre civile espagnole. Ces articles interdisent :

1° D'exporter des armes, munitions et matériel de guerre à destination des belligérants d'Espagne ou des neutres servant d'intermédiaires pour le trafic d'armes ; 2° De voyager sur des bateaux espagnols ; 3° De faire des avances de crédits aux belligérants ou de solliciter des fonds pour eux, sauf dans le cas où le président autoriserait des collectes.

LE BARON VON NEURATH ARRIVE AUJOURD'HUI A ROME

Rome, 2 mai. — Le baron von Neurath arrivera lundi à Rome.

On attache, aussi bien dans les milieux italiens que dans les milieux étrangers, une grande importance à cette visite, non pas qu'elle doive aboutir à la conclusion d'un nouvel instrument diplomatique entre l'Allemagne et l'Italie, mais parce que les contacts entre hommes politiques allemands et italiens, qui sont conformes aux décisions des conversations de Berchtesgaden, révèlent surtout que l'axe Rome-Berlin est toujours solide et en plein fonctionnement.

L'aéronaute belge Demuyter ne participera pas à la Coupe des sphériques du Mans

Le Mans, 2 mai. — Parmi les concurrents de la Coupe internationale des sphériques figurait le fameux pilote belge Ernest Demuyter, qui a déclaré forfait.

Le ballon qu'il devait monter est parti dimanche après-midi, piloté par M. Cormier avec M. Hivet, président de la Chambre de commerce du Mans, comme passager.

La situation politique

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

L'avenir de la France dépend de sa volonté de travail et d'union, déclare M. Chautemps

Paris, 2 mai. — A l'issue du congrès départemental de l'Union nationale des mutilés, réformés et anciens combattants, un grand banquet a réuni les congressistes au château de Blois, sous la présidence de M. Chautemps.

Après les allocutions de MM. Drussy, préfet du Loir-et-Cher ; Laurens, député de Blois ; Bernard-Péron, député de Vendôme, et Rivollet, M. Chautemps a prononcé un discours.

Evoquant le récent appel au pays lancé par la Confédération nationale, il félicita les combattants de leur sagesse indépendante, les partis et de leur influence morale.

« J'ai donné sans arrière-pensée, a-t-il dit notamment, ma collaboration à un programme social destiné à protéger et à honorer le travail. Je repousse comme vous le conservatisme aveugle. Si la France peut franchir une importante étape sur la voie de l'égalité sociale et permettre l'épanouissement de la personne humaine dans la liberté, j'ai la conviction qu'un tel résultat ne peut qu'accroître sa puissance dans le monde.

M. Camille Chautemps

» Mais je pense aussi, comme vous, que cette transformation sociale doit s'accomplir dans le respect des contrats et des droits légitimes de toutes les classes ; qu'elle doit bannir toute violence et toute haine.

» Au-dessus des partis, il y a les nécessités permanentes qui commandent la vie des Etats. Le désordre mène à l'anarchie et celle-ci appelle la dictature.

» Si je tiens ce langage de fermeté, je veux exprimer mon sentiment de confiance. La France des ouvriers, des paysans, des fonctionnaires, des artisans, des petits commerçants et des industriels, des anciens combattants ne peut se laisser aller au découragement et à la misère. L'avenir dépend de sa volonté de travail et d'union. »

Si le gouvernement Blum devait partir, des élections seraient nécessaires, estime M. Paul-Boncour

Paris, 2 mai. — M. Paul-Boncour, qui a présidé dimanche à Ecueillé (Indre), une fête d'urbanisme, a prononcé un discours dont voici un passage :

« Nous sommes attachés à ce gouvernement Blum comme socialistes qui saluent l'avènement du socialisme au pouvoir et la justification de leur long combat pour ces positions nationales que doit prendre nécessairement, une fois à la barre, tout parti qui aspire à gouverner ce pays.

« S'il devait partir, si devait être dissoute la majorité actuelle, c'est au pays seul qu'il appartiendrait de dégager une majorité nouvelle, après le vote d'une réforme électorale et non pas à des combinaisons sans netteté comme sans durée. »

M. Miklas, président de la République autrichienne, se rend à Budapest

Budapest, 2 mai. — M. Guillaume Miklas, président de la Fédération autrichienne, arrivera à Budapest lundi 3 mai, à 10 h. 30, avec sa femme. Il sera accompagné par M. Schuschnigg, chancelier d'Autriche, et M. Guido Schmidt, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

Il sera reçu par le régent Horthy, et conduit au château royal par les grandes artères de la ville, richement pavoisées.

Les élections législatives japonaises donnent la victoire aux partis d'opposition

Tokio, 2 mai. — Voici les résultats définitifs des élections législatives : Partis militaristes : Tokokai : Elus, 11 ; gains, 2 ; Kokumin Domei, 11 ; perte, 1 ; divers : élus 8 ; pertes 10. Parti gouvernemental : Showakai : Elus, 19 ; pertes, 6 ; partis d'opposition constitutionnelle Minseito : Elus, 179 ; pertes, 26 ; Seiyukai, 175 ; gains, 4 ; partis de gauche, masses sociales, 37 ; gains, 16 ; ouvrier-paysan : Elu, 1 ; indépendants, 23 ; gains, 21.

Les partis anti-gouvernementaux Mensito et Seiyukai conservent donc la majorité.

Trois maisons s'effondrent à Alexandrie

Quinze tués

Alexandrie, 2 mai. — Trois maisons se sont effondrées samedi soir, à Alexandrie. On a retiré des décombres quinze tués et vingt blessés.

LES CONFLITS SOCIAUX

Des divergences profondes ayant éclaté au sein de la commission tripartite de l'Exposition, les délégués patronaux donnent leur démission

Paris, 2 mai. — Des divergences profondes se sont manifestées au sein de la Commission tripartite de l'Exposition, organisme de coordination où se trouvent les représentants du gouvernement, des ouvriers et des patrons et qui fut, ces derniers mois, chargé particulièrement d'examiner les moyens de hâter l'exécution des travaux.

Ces divergences prirent un caractère si aigu qu'au cours de la dernière réunion de la Commission, les membres de la délégation patronale, se jugeant de la part des délégués ouvriers l'objet d'attaques injustifiées, préférèrent se retirer et donnèrent leur démission.

En adressant leur démission au commissaire général de l'Exposition, les membres de la délégation patronale à la commission tripartite, précisent :

« Il vous est apparu très nettement que la prétention des délégués ouvriers allait, pour des fins trop évidentes, jusqu'à soumettre nos entreprises à leur contrôle et à nous faire comparaître à la commission tripartite devant leur tribunal.

» Vous pourrez, le premier de tous, attester la sincérité et l'immensité de la collaboration que nous vous avons apportée au milieu des invraisemblables difficultés qui ne sont pas de notre fait. Vous pouvez compter jusqu'au bout sur cette collaboration dans le maintien de l'ordre et de la stabilité que nous représentons et que nous défendrons sans défaillance. »

Des individus pénètrent par effraction dans les bureaux du président de la Chambre patronale de l'entreprise électrique et s'emparent de documents

Paris, 2 mai. — Des individus ont pénétré par effraction, durant la nuit, dans les bureaux de la Maison Verger et Delaporte, 141, rue Saussure, et se sont emparés de divers documents relatifs aux rapports de M. Verger, président de la Chambre patronale de l'entreprise électrique, qui a joué un rôle très actif au cours des derniers conflits ouvriers.

Les malfaiteurs ont ensuite essayé de s'introduire dans la pièce où se trouvent classés les dossiers de la comptabilité. Avant de repartir, ils laissèrent en évidence un mot de menaces à l'égard de M. Verger.

Ce cambriolage est à rapprocher d'un incident qui s'était produit la veille sur les chantiers de l'Exposition dans le poste à haute tension installé près du pavillon de la Publicité.

Vers 23 heures, une trentaine d'hommes voulurent expulser les ouvriers qui travaillaient et préférèrent des menaces contre M. Verger. L'un d'eux, croyant reconnaître dans un ingénieur M. Verger lui-même, le saisit à la gorge et l'aurait certainement maltraité si on ne lui avait signalé son erreur.

La Société industrielle des téléphones ferme ses portes

Paris, 2 mai. — L'usine de la Société industrielle des Téléphones, 34, quai de Clichy, à Clichy, a fermé définitivement ses portes samedi 1er mai.

L'activité de cet établissement, qui occupait environ 400 ouvriers, avait brusquement cessé le 10 mars, une grève ayant été déclenchée à cette époque par les meneurs communistes, mécontents d'une sentence arbitrale touchant un des délégués de l'usine de Grenelle.

La direction n'ayant pas cédé, les locaux de l'usine de Clichy furent occupés, puis évacués. La grève continua jusqu'au 24 avril, date à laquelle une sentence arbitrale obligea la direction à rouvrir ses portes. Le travail reprit donc, après quarante-cinq jours de grève.

Vendredi soir, cependant, la direction, pour mettre un terme à l'agitation, décida brusquement de fermer définitivement les portes de l'usine. Les ouvriers furent payés par mandat et le même courrier leur apportait à chacun un certificat de travail.

La grève des autobus continue à Londres, mais ne paraît pas devoir s'étendre à la province

Londres, 2 mai. — Si la grève des autobus londoniens s'est poursuivie dans le calme et sans défection, la plus fébrileuse activité a régné dans les bureaux du ministère du Travail, ainsi que dans ceux de l'Office des transports londoniens et de l'Union des travailleurs des transports.

Une grève d'une semaine coûtera au Syndicat des transports 25.000 livres sterling (2.750.000 francs) en indemnités payées par lui à ses membres.

Une trentaine de milliers de personnes ont assisté à une réunion travailliste à Hyde Park. MM. Attlee et Salter, députés, ont pris la parole.

M. Salter a notamment déclaré que seul le rappel par le gouvernement d'une clause des statuts de l'Office des transports londoniens fixant de façon permanente les dividendes versés aux actionnaires pouvait permettre à l'Office de satisfaire les revendications du personnel.

M. Attlee a fait appel au bon sens de la population londonienne afin que celle-ci ne se laisse pas influencer par la propagande tendant à faire croire que cette grève est d'inspiration communiste.

Il est difficile encore de prévoir comment sera appliquée la décision du comité de grève des employés d'autobus de province de faire cesser le travail pour dimanche soir à minuit. Les considérations locales seront déterminantes dans bien des cas, d'autant que cette grève n'a pas été connue par le comité national des transports.

L'évêque de Berlin se demande si la parole du chancelier du Reich a encore un sens

Berlin, 2 mai. — Dans toutes les églises et chapelles catholiques de Berlin a été lue au prône une lettre pastorale de Mgr von Preysing, évêque de Berlin, sur l'éducation chrétienne.

Faisant allusion à de récentes déclarations des dirigeants nationaux-socialistes sur l'éducation en Allemagne, Mgr von Preysing déclare :

« Le moment est venu de se demander si la loyauté allemande mérite encore ce nom, et si la parole donnée par un chancelier a un sens. »

L' « Eclaireur de l'Est » fête son cinquantenaire

Reims, 2 mai. — On a célébré à Reims, en présence de mille convives, le banquet du cinquantenaire de notre confrère *L'Eclaireur de l'Est*, qui est dirigé, depuis 1911, par M. Paul Marchandeau, député, maire de Reims, ancien ministre.

Toutes les personnalités politiques du parti radical et radical-socialiste de la région du Nord-Est et les représentants de la presse parisienne et régionale assistaient à ce banquet.

Echos

Exagération

Un journal cite ce passage d'un discours d'après-dîner : « La présence des chevaux dans les rues de Londres a un effet bienfaisant sur le caractère national et apaisant sur la population ».

Et le journal ajoute en commentaire : « Je me demande si ce brave orateur a jamais entendu un chauffeur de taxi dont la voiture est arrêtée par un embouteillage provoqué par un camion hippomobile ».

Uniformes de cour

Dans certains milieux ultra-démocrates américains, on s'est ému de la décision de M. Robert Bingham, ambassadeur des Etats-Unis à Londres, d'assister au couronnement des souverains britanniques en habit avec culottes et bas de soie.

Bien que le département d'Etat ait autorisé les membres de la délégation américaine aux fêtes du couronnement, à tenir compte des coutumes et règlements en usage à la Cour de Saint-James, certains membres du Congrès américain se sont indignés de ce que la délégation américaine ait cru devoir sacrifier au style vestimentaire européen.

Un membre de la Chambre des représentants, M. Dickson, a même eu ce mot : « J'estime que nos diplomates ne devraient pas se déguiser en Anglais, à Londres. Pourquoi alors notre ministre en Liberia ne revêt-il pas un pagne ? ».

Oui, pourquoi pas ? Quant à nous, nous n'y voyons aucun inconvénient.

Pauvres enfants

Lancelot recopie pour les lecteurs du « Temps », ce passage d'une leçon de grammaire que les élèves de 10me d'un lycée, âgés de sept ans, devaient apprendre par cœur le mardi 20 avril :

« Le verbe « être » sert le plus souvent à indiquer que telle manière d'être, apposition ou épithète, convient, a convenu ou conviendra à un nom ou pronom sujet ; l'apposition ou l'épithète ainsi datée par le verbe devient attribut du sujet ».

Là-dessus, Lancelot de déclarer : « Je me prends la tête... Et j'ai plus de dix fois sept ans ».

Timbres

Les philatélistes attendent avec une grande impatience les premiers timbres à l'effigie de George VI. Les fournisseurs habituels ont déjà reçu des commandes considérables. On estime que rien que dans les trois royaumes, il y a plus de 1.500.000 collections de timbres et que l'achat des timbres du nouveau souverain atteindra, dès qu'ils sortiront, plus de cinq millions de livres sterling, soit plus d'un demi-milliard de francs.

Un détail met en fièvre tous les philatélistes : les premiers milliers de timbres de 2 pence 1/2, sur fond bleu, ont été tirés par erreur sur fond bleu foncé qui devait être celui des timbres d'un shilling. Il va de soi que ces timbres auront dès le départ une valeur particulière. On estime qu'ils se placeront à un prix qui ne sera guère inférieur à 10 ou 12 livres.

Une réunion de propagande radicale-socialiste, à Lille

L'organisation d'une Confédération des classes moyennes et la position du parti « entre le haut patronat et la C.G.T. » ont fait l'objet des discours des orateurs

La Fédération du Nord du parti radical et radical-socialiste donnait dimanche à Lille, en l'hôtel des Dauphins, rue de la Baignerie, une réunion de propagande à laquelle assistèrent de nombreux militants.

En l'absence de M. Emile Roche, président de la Fédération du Nord, indisposé, ce fut M. Lévy, secrétaire général, qui prit la présidence de la réunion de la matinée. Au cours de celle-ci, divers rapports furent présentés. On entendit d'abord M. Balard qui fit ressortir la nécessité pour le parti radical de coordonner tous les efforts accomplis au sein de ce parti en vue de la défense de ses intérêts. Il préconisa dans ce dessein un plan d'organisation des classes moyennes comparable à celui déjà établi par la C.G.T.

M. Ferrallion, de la section de Lille, donna une définition des classes moyennes et souhaita que bientôt, chacune des professions qui les constituent ait un statut professionnel, seul moyen efficace pour organiser la production.

Parlant au nom de la paysannerie M. Mercier fit connaître que celle-ci désirait une révision de la loi sur la propriété culturale, l'amélioration du fonctionnement de l'Office du blé, des garanties concernant les tarifs douaniers, etc...

MM. le docteur Toulotte, au nom des médecins, et Invernas, au nom des agents de maîtrise exposèrent les revendications de ces professions.

M. Demont situa « la position délicate du parti qui est pris entre le haut patronat qui l'empêche de s'organiser et la C.G.T. qui le gêne dans son action ».

LA SEANCE DE L'APRES-MIDI

La séance de l'après-midi se déroula sous la présidence de M. Dupuis, chef-adjoint du ministère de l'Intérieur.

M. Auxionnax développa son programme sur la propagande.

Après avoir rappelé les divers événements sociaux qui se sont produits depuis l'année dernière et déclaré qu'ils étaient désirables, il passa en revue l'action du parti dans le domaine de la politique intérieure, extérieure et économique. « C'est le parti radical, dit-il, qui est à l'origine de toutes les réformes dont nous bénéficions actuellement. Il a droit d'être fier d'avoir travaillé à la constitution du gouvernement Blum, dans lequel il collabore d'une façon si utile. »

M. Henri Clerc, ancien député, s'appliqua à rechercher une formule de salut économique et fit un appel au regroupement des classes moyennes.

M. Martinaud-Deplats, ancien ministre, fit tout d'abord la synthèse des déclarations des deux précédents orateurs, puis dit les mérites du radicalisme, qui ne veut pas être pris entre l'argent et la démagogie.

C'est en enseignant les militants à suivre aveuglément les chefs du parti qu'il termina son discours.

En fin de séance, M. Dupuis lut un ordre du jour, renvoyant à une autre réunion la mise au point des moyens à mettre en œuvre pour organiser la confédération générale des classes moyennes.

L'aviateur Arnoux réalise un vol sans escale Paris-Alger-Paris en 9 h. 40

Le Bourget, 2 mai. — L'équipage Arnoux-Beaufol qui avait quitté Le Bourget dimanche matin, à 9 heures 46, est revenu le soir à 19 h. 26, après avoir réalisé un vol sans escale de Paris-Alger-Paris, en 9 h. 40, ce qui représente un des meilleurs temps réalisés sur cet itinéraire.

Le pilote Arnoux, qui effectua la majeure partie de son vol entre 4 et 5.000 mètres et, souvent en pilotage sans visibilité, s'est déclaré satisfait de la tenue de vol de l'appareil avec lequel il doit tenter Paris-Tokio.

La moyenne horaire s'établit à près de 305 kilomètres sur ce parcours de 3.000 kms avec des conditions atmosphériques souvent défavorables.

— Une serviette contenant 600.000 francs a été oubliée par une Anglaise dans un taxi parisien.

— A Cearrase, dans la Gironde, un incendie qui semble avoir été allumé par la foudre, a complètement détruit une importante fabrique de meubles.

DERNIÈRE HEURE

M. Jardillier annonce l'application immédiate des 40 heures dans les P.T.T.

Toulouse, 2 mai. — M. Jardillier a présidé dimanche la fête annuelle de la Fédération des travailleurs des P.T.T. Il a déclaré aux assistants qu'une loi d'amnistie pour les fonctionnaires condamnés pour action syndicale serait bientôt votée.

Il a annoncé d'autre part, que la loi de 40 heures serait appliquée immédiatement.

A Paris, un homme tue son amie puis se constitue prisonnier

Paris, 2 mai. — Rue de l'Ecluse, le nommé Eugène Volant, a tué de six balles de revolver son amie, Mme Yvonne Fournier et s'est ensuite constitué prisonnier.

Le commissaire de la plaine Monceau enquête.

Nouvelles sportives

TENNIS

La Suisse bat l'Irlande et se qualifie pour le second tour de la Coupe Davis

Montreux, 2 mai. — A la suite des rencontres Suisse-Irlande, la Suisse se trouve qualifiée pour le second tour de la Coupe Davis (zone européenne).

Résultats : Fischer (Suisse) bat Rogers (Irlande), 6-3, 6-4, 4-6, 2-6, 6-3 ; Blitzer (Suisse) bat Mac Veagh (Irlande), 6-8, 8-6, 6-4, 6-1.

Classement final : Suisse, 3 victoires ; Irlande, 2 victoires.

HIPPISME

Une victoire française au concours hippique de Rome

Rome, 2 mai. — Le concours hippique international a pris fin dimanche, par l'attribution des deux prix.

Le prix du Lido a été gagné par le capitaine Durand (France), sur « Olivetta », suivi de Mme Oetken (Allemagne) et du capitaine Guttenez (Italie).

Le prix du Roi, réservé aux vainqueurs des différents prix du concours, a été gagné par le lieutenant Brinckmann (Allemagne), sur « Alchimist », suivi du lieutenant de Campello (Italie) et du major Bettoni (Italie).

Le Roi, qui a assisté au concours, a remis lui-même les prix aux vainqueurs.

La direction générale de la Sûreté nationale est réorganisée

Paris, 2 mai. — Le Journal Officiel vient de publier une série de décrets portant modification de l'organisation actuelle de la direction générale de la Sûreté nationale.

Cette modification entraîne notamment, la création, rue des Saussaies, d'une service des renseignements généraux chargé des questions politiques et qui remplacera le service des informations de la Sûreté que l'on dénommait jusqu'à maintenant : contrôle général des services de police administrative.

Dans son rapport préliminaire au président de la République, M. Marx Dormoy, ministre de l'Intérieur, justifiant les mesures qu'il est amené à prendre, explique qu'une police, « pour être bonne, doit être exactement renseignée. Or, ajoute-t-il, divers événements récents ont témoigné de la faiblesse des moyens dont dispose le service d'informations de la directon générale de la Sûreté nationale. »

Le ministre de l'Intérieur souligne, en outre, que les réformes qu'il propose n'apportent au budget aucune charge nouvelle. Mieux, elles l'allègent de 21.000 francs.

M. Moitessier, directeur général de la Sûreté nationale, garde son poste actuel avec le rang de préfet hors classe.

M. Chevreux, directeur du cabinet du gouverneur général de l'Algérie, est nommé directeur des services de renseignements généraux et de la police administrative. M. Cadiot prend la direction de l'administration de la police et des affaires générales, et M. Combes, la direction de la police du territoire et des étrangers.

En outre, le poste d'inspecteur général des services de police, rétabli par le ministre, est attribué à M. Mondanel, contrôleur général des recherches.

Cette mesure est destinée à renforcer la liaison entre les services centraux de police criminelle avec ceux de la préfecture de police et de tous les parquets du territoire, ainsi qu'à entretenir les rapports prévus par les conventions internationales en vigueur avec les polices criminelles étrangères.

L'assemblée générale annuelle des otages français de représailles, à Valenciennes

Les otages français de représailles ont tenu hier à Valenciennes leur Congrès annuel.

La journée débuta par une pieuse démarche au monument aux morts où à neuf heures le Comité se rendit pour se recueillir, après avoir déposé une gerbe de fleurs.

A dix heures, les congressistes assistèrent, en l'église Saint-Nicolas, à la messe célébrée à la mémoire des otages défunts.

Puis se tint, dans la salle des répétitions du Conservatoire l'assemblée générale. M. Delepouille, de Lille, présidait, assisté de MM. Tison, secrétaire général ; Martinet, Tromont, Bureau, membres du Comité.

M. Delepouille salua les congressistes et, en particulier, les dames obscures héroïnes de la guerre.

Le rapport moral et le rapport financier présentés par M. Tison furent approuvés. Le secrétaire général avait évoqué avec émotion le souvenir des disparus de l'année et félicité délicatement ceux qui pendant l'année écoulée furent à l'honneur, et tout spécialement M. Delepouille.

Deux villes furent proposées pour les assises annuelles de 1938 : Verdun et Lille.

Répondant à une interpellation d'un congressiste, M. Delepouille déclara : « Si nous voulons saluer la France la main franchement tendue, nous ne devons pas commencer par diviser. »

Des applaudissements saluèrent cette déclaration.

A midi, les otages furent reçus à l'Hôtel de Ville de Valenciennes, par M. Turbot, adjoint, remplaçant M. Millot, maire, entouré de MM. de Lauverzym, Saint-Quentin et Dreumaux, adjoints, M. Gaubert, sous-préfet, assistait à cette réception, ainsi que le consul de Lithuanie à Lille.

Un banquet clôtura cette manifestation du souvenir.